

Conférence de presse de François Bayrou du Vendredi 13 janvier 2012

[Seul le prononcé fait foi]

La France vient de perdre son triple A. Nous y sommes. Et c'est en réalité une double dégradation. C'est une dégradation de notre note souveraine qui va affecter la réputation de notre pays, avec des conséquences lourdes. Les emprunts d'État seront fatalement, à court ou moyen terme, consentis à des taux d'intérêt plus pénalisants. Les établissements publics (la Cades, RFF, la SNCF) sont indexés sur la note de l'État ; le Fond de Stabilité Financière lui-même risque d'en pâtir... Dans l'économie réelle, de telles incertitudes vont affecter les investissements et le crédit des entreprises.

Et c'est en même temps une dégradation par rapport à notre principal voisin, l'Allemagne, avec qui jusqu'à maintenant nous mettions largement en scène notre égalité de statut, et même par rapport aux Pays-Bas, par exemple... Donc notre statut en Europe va souffrir symboliquement et donc politiquement.

Toutes les déclarations optimistes et péremptoires de ces derniers sont cruellement démenties par les faits. En dépit des avertissements multiples, notamment sur les déficits et la dette, ces dernières années, ils nous auront conduits à un affaiblissement de notre pays, non pas un affaiblissement venu de l'extérieur, mais un affaiblissement continu dû à la situation intérieure de la France.

La cause n'est évidemment pas seulement les cinq années Sarkozy. Le mal vient de loin, l'infléchissement, en croissance comme en commerce extérieur, s'est fait sentir dans les années 2000, et avait sans doute commencé plus tôt encore. C'est dire que les gouvernements successifs de gauche et de droite portent leur part de responsabilité.

Maintenant, il est au moins deux certitudes : il faut changer de pratique, remettre les choses à l'endroit, en particulier remettre la production, le "produire en France" au coeur de toute la volonté de notre pays. Il faut bannir les promesses absurdes, insoutenables, qui prétendaient annoncer aux Français qu'il suffirait de changer les gouvernants pour voir de nouveau la baguette magique des dépenses se remettre à fonctionner à profusion.

Dans ces difficultés, les Français ont une chance, c'est d'être devant l'échéance qui leur permettra d'exiger de leurs futurs dirigeants qu'ils suivent enfin le chemin du redressement de notre pays.